

## AÏN DEFLA

## Les boulangers menacent

**Les boulangers de la wilaya de Aïn-Defla se sont regroupés à l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) pour débattre de leurs problèmes qui «menacent l'existence même de la profession», selon les nombreux intervenants.**

La réunion présidée par 2 membres du bureau de la Fédération nationale des boulangers et pâtisseries, M. Zerguini Mohamed et Tahar Aouidat, a vu la participation, en plus des boulangers, des représentants des minoteries SIM et Eriad.

Il a été question lors des débats de la pénurie de farine, (pénurie qui a pris fin dit-on), de son prix, de son transport, des circuits de distribution anarchiques, du marché informel de la farine, de l'attitude des boulangers face à la pénurie, chacun se débrouillant selon ses moyens et ses connaissances.

Certains ont même baissé rideau quelque temps, en réaction aux contrôles des agents de la direction du commerce «qui font de l'excès de zèle, qui pénalisent à tort et à travers», selon certains.

La majorité des interventions ont été axées autour des charges qui «mettent à

genoux les boulangers» et «qui font de nous des smicards. De ce fait, nous hésitons même à transmettre le métier à nos enfants, parce que la baguette de pain dans les conditions actuelles ne nourrit plus son bonhomme».

Il a été question aussi des impôts jugés très lourds, des assurances, des charges patronales, de la masse salariale qui est devenue insupportable, des frais d'entretien, des coûts de l'énergie (électricité, gaz et mazout), des pannes de courant trop fréquentes et inopinées comme à El-Amra, souvent dans le noir, selon les dires, «en cas de perte de pâte, à la suite d'une coupure de courant, et pour se faire rembourser, il faut le constat d'un huissier dont les honoraires sont plus coûteuses que la pâte perdue, impropre à la cuisson».

Un autre boulanger a soulevé le problème de l'ap-



Photo : Samir Sid

provisionnement en sel. «On nous fournit du sel impropre à la consommation avec une facture qui pourtant atteste de sa bonne qualité, traité et iodé, la DCP nous a verbalisés, est-ce notre faute ?» Le représentant de l'organisme de contrôle a affirmé que le fournisseur mis en cause a été sévèrement sanctionné et d'ajouter : «Notre mission est de protéger le consommateur en veillant à faire respecter la réglementation

qui régit le code du commerce conformément aux textes en vigueur et rien de plus.»

S'agissant des ventes de pain sur les trottoirs et dans les marchés, «cela relève des autorités locales».

Un autre dira : «Ce sont les contraintes imposées qui poussent certains à faire preuve de malhonnêteté, à trafiquer pour survivre.»

M. Zeguini a appelé la corporation des boulangers à se structurer à tous les niveaux en promettant, au

nom de la Fédération, de lutter pour que leurs doléances, justes, soient entendues et prises en charge et faire avancer leurs revendications, ajoutant que «si l'Etat ne prend pas en charge nos problèmes... nous le ferons nous-mêmes».

Par ailleurs, des voix se sont élevées pour dire que «si l'Etat ne peut accepter d'augmenter le prix de la baguette de pain, il peut néanmoins soutenir les artisans boulangers en revoyant à la baisse les taux des charges, notamment les impôts, un rabatement sur les charges sociales, un soutien à l'énergie.

A ce titre, la Sonelgaz prétexte qu'elle n'a pas de compteurs de tarification de nuit alors que dans d'autres wilayas, cette tarification est en vigueur».

A l'issue de la réunion, l'assemblée a élu, à l'unanimité, le bureau de wilaya de l'Association des boulangers, composé par un représentant de chacune des daïras, avec à sa tête Kahila Amar, boulanger à Khemis-Miliana.

Karim O.

## ÉDUCATION À DJENDEL

## Tension entre les lycéens

**Pour des raisons non encore élucidées, deux élèves du lycée Mohamed-Boudiaf, un ancien technicum converti en lycée d'enseignement général, en sont venus aux mains jeudi dernier. L'un d'eux reçoit, selon des sources locales, un coup avec une barre de fer.**

Le lycéen a accusé le coup et est entré dans l'établissement. On indique qu'une fois dans la classe, au début d'une épreuve de devoir, le lycéen en question s'est trouvé mal et a demandé à sortir, mais dans la cour, après avoir fait une dizaine de mètres, il s'écroule pris d'un malaise.

Le lycée entre alors en ébullition. L'élève est évacué vers la polyclinique de la ville où il a été pris en charge. Ses jours ne sont plus en danger. Pour préserver la structure éducative, les lycéens ont été libérés et les cours interrompus. Le chef de daïra, le chef de la sûreté de daïra de Djendel et

le P/APC se sont immédiatement déplacés sur les lieux. Deux représentants de la direction de l'éducation sont arrivés après et le directeur du secteur bien plus tard. Le président de l'association des parents d'élèves du lycée, et le président de la fédération de wilaya étaient eux aussi sur les lieux. Une réunion a été provoquée sur place à laquelle ont pris part les représentants du corps enseignant et administratif du lycée. C'est au cours de ce regroupement que des lacunes importantes ont été révélées. D'abord, et malgré l'importance du lycée, la direction de l'éducation avait aupar-

avant muté le conseiller principal de l'éducation (surveillant général) à Oued El Djemaâ, laissant le lycée sans ce fonctionnaire dont le rôle est éminemment important ; pourtant, affirment nos sources, la carte scolaire de l'établissement comporte 2 postes de surveillants généraux. Par ailleurs, le chauffage ne fonctionne pas pour une simple histoire de pompe en panne.

Nos sources indiquent que le directeur de l'éducation s'est engagé à reconduire le surveillant général muté à son poste. L'établissement de Oued El-Djemaâ (daïra de Aïn Lechiakh) sera-t-il à son tour dégarni ? s'interroge-t-on. Pour ce qui est du chauffage, le responsable a promis que la réparation sera effectuée durant le congé hebdomadaire. Pour ce qui est des autres postes à pourvoir,

«il faut attendre les résultats des concours qui ont eu lieu, résultats non encore publiés pour des raisons inconnues».

Le mur d'enceinte du lycée devait être surélevé, décision pourtant prise depuis quelque temps. Le directeur de l'éducation s'est engagé à relancer l'opération en accord avec la direction du logement et des équipements publics.

Toujours de source locale, on indique qu'un rapport détaillé sur la situation qui prévaut dans ce lycée, notamment les conditions dans lesquelles il fonctionne, a été transmis. Depuis la situation perdure.

En attendant, l'APC a décidé de détacher deux agents de sécurité, tandis que la police a renforcé la sécurité autour de la structure.

K. O.

## TIPASA

## Des cambrioleurs neutralisés

**Plusieurs plaintes pour des vols ayant eu lieu dans de luxueuses villas situées dans la zone résidentielle de hai Sidi-Abdelkader ont été déposées au niveau de la police de Tipasa.**

**La plupart appartiennent à des émigrés, et l'une d'elles à un entrepreneur.**

Les plaintes furent déposées par les familles des propriétaires, chargés de leur entretien.

Des téléviseurs, des caméras, des bijoux, des chaînes stéréo, des lecteurs DVD, des imprimantes, des écrans Plas-

ma et des micro-ordinateurs ont été volés.

La même technique a été utilisée par les voleurs : escalade de murs, portes et fenêtres fracassées et choix des pièces à subtiliser. La police scientifique a pu relever des empreintes.

Mais aucune d'elles ne figurait dans les bases de données de la police.

Néanmoins, sur la base de recoupements d'informations, un voleur, âgé de 23 ans, fut appréhendé, il reconnut avoir vendu un écran plasma et des objets électroniques. Cette piste a été exploitée. En comparant les empreintes du voleur à celles retrouvées dans les villas, il a été établi une concordance. C'est

la même personne qui a commis le vol et revendu les objets du larcin.

Lors de son interrogatoire, le voleur a avoué qu'il avait deux autres complices ; l'un âgé de 23 ans, le second 26 ans, tous deux demeurant à Tipasa. Ce dernier est en fuite.

7 receleurs ont eu des citations à comparaître devant le parquet de la justice de Tipasa.

Les deux membres du

groupe arrêtés ont été placés sous mandat de dépôt, tandis que le troisième est activement recherché.

Il convient de préciser qu'à ce palmarès s'ajoute le démantèlement de réseaux de dealers à Koléa, celui de la commercialisation illicite de boissons alcoolisées à Bou Ismail et de réseaux de pédophilie à Hadjout.

Larbi Houari

## SIDI-BEL-ABBÈS

## Un mineur refuse de soutenir les groupes terroristes

Le procureur de la République de Telagh (Sidi-Bel-Abbès) a placé, mardi, une personne sous mandat de dépôt et quatre autres sous contrôle judiciaire. Elles sont accusées d'avoir fourni des vivres et des informations aux groupes terroristes qui sévissent dans le sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès. Leur arrestation a abouti suite aux déclarations d'un mineur impliqué dans cette affaire. Selon nos sources, l'adolescent s'est présenté spontanément à la brigade de la gendarmerie de Sidi Chaïb pour se livrer et faire part de sa décision de ne plus continuer à servir d'intermédiaire entre les groupes terroristes et certaines personnes, et ce, sous l'influence des adultes. La gendarmerie est parvenue à arrêter les cinq personnes qui ont été déférées devant le procureur.

A. M.

HÔPITAL OKBI DE GUELMA  
Un malade menace de s'immoler par le feu

Un homme, la trentaine passée, admis au service ORL de l'hôpital Okbi de Guelma pour une intervention chirurgicale, a tenté, mercredi après-midi, de s'immoler par le feu. Il devait être pris en charge le même jour dans la matinée, mais faute de place au bloc, l'opération n'a pu être effectuée.

«Le programme de la journée a été perturbé par l'admission en urgence d'une victime, grièvement blessée d'un coup de couteau», nous déclare le directeur de l'hôpital. Cette situation a suscité de la colère chez le patient ; il s'est aspergé le corps d'essence, menaçant d'y mettre le feu avec un briquet.

Les autorités locales et les responsables du secteur de la santé qui se sont dépêchés sur les lieux ont réussi à le faire revenir à la raison. Notre source révèle que le malade a finalement été admis au bloc opératoire le même jour, en fin d'après-midi, où il a subi avec succès son intervention.

Noureddine Guergour